

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A Cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 31 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP OUEST

6 rue Nathalie Sarraute
TSA 60504
44200 Nantes

Références : D24.0470
Code AIOT : 0006303330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement SARP OUEST implanté ZAC de Beaupuy 140 rue Jacques-Yves Cousteau 85000 Moulleron-le-Captif. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST
- ZAC de Beaupuy 140 rue Jacques-Yves Cousteau 85000 Moulleron-le-Captif
- Code AIOT : 0006303330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OUEST est autorisée à exploiter un centre de transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels sur la commune de Moulleron-le-Captif par arrêté préfectoral n°04-DRCLE/1-120 en date du 8 mars 2004. Le Préfet a donné acte par courrier en date du 28 septembre 2015 du classement du site selon la rubrique 3550 (stockage temporaire de déchets). À ce titre, il est soumis aux dispositions spécifiques du code de l'environnement relatives aux installations visées par la directive européenne relative aux émissions industrielles (installations dites "IED").

Thèmes de l'inspection :

- Directive IED-MTD (meilleures Techniques Disponibles)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Contenu du rapport de base	Code de l'environnement du 05/05/2013, article R.515-29	Demande d'action corrective	6 mois
8	MTD 1 - SME	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx2 - I	Demande d'action corrective	6 mois
9	MTD 2 - Flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx2 - II	Demande d'action corrective	1 mois
10	MTD 4 - Gestion des flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1-I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	MTD 3 - inventaire effluents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx2 - III	Demande d'action corrective	3 mois
12	VLE des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1 art.X	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
14	MTD 21 - Plan de gestion des accidents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1 - VIII	Demande d'action corrective	3 mois
15	MTD 23 - Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1 - IX	Demande d'action corrective	3 mois
17	Application des MTD	Code de l'environnement du 02/05/2013, article Art. R.515-64	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/09/2007, article R511-9	Sans objet
2	BREF principal	Code de l'environnement du 07/01/2014, article R.515-61	Sans objet
3	Dossier de reexamen	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R515-71	Sans objet
4	Contenu du dossier de réexamen	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R515-72	Sans objet
5	Réexamen IED	Code de l'environnement du 07/01/2014, article R.515-73	Sans objet
6	Rapport de base	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-30	Sans objet
13	Opérations de manutention et transfert	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1 - II	Sans objet
16	MTD 11 - consommation eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx 3 - VII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a porté sur la vérification du respect de la directive sur les émissions industrielles IED, en s'appuyant notamment sur le rapport de réexamen transmis par l'exploitant, et de certains articles de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchet relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

L'inspection a montré que la gestion opérationnelle du site est maîtrisée et que l'exploitant applique et/ou cherche à appliquer les meilleures techniques disponibles pour réduire notamment la consommation en eau des activités.

Néanmoins, une revue régulière du système et des actions en cours ainsi que des actions correctives documentaires et opérationnelles doivent encore être mises en œuvre afin de mettre le site en

complète conformité avec le code de l'environnement et la réglementation IED.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2007, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, classement rubrique
Prescription contrôlée : 2718-1/Installation de transit de déchets dangereux : 228 t maximum avec 3 cuves de 30 m ³ d'eaux ou boues souillées + 70 t aire de curage des sédiments hydrocarburés+63 t DTQD sous bâtiment 3550/ Stockage temporaire de déchets dangereux 2716-2/Installation de transit de déchets non dangereux : 160 m ³ avec 1 benne de 30 m ³ pour les graisses de restauration + 1 cuve de 30 m ³ pour les graisses industrielles + 90 m ³ aire de curage des sédiments + cuve de 10 m ³ d'eau de décantation
Constats : Le contrôle montre que le régime du site n'a pas changé. Il est aussi noté que : <ul style="list-style-type: none">la benne de 30 m³ destinée aux graisses de restauration n'existe plus ;le bâtiment dédié aux Déchets Toxiques en Quantités Dispersées (DTQD) n'est plus utilisé depuis plus de 2 ans. L'exploitant réfléchit actuellement à réorganiser cette activité au niveau régional.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande que le préfet soit informé de la décision d'affectation de l'actuel bâtiment dédié aux DTQD au plus tard à la fin du premier trimestre 2025. Ce porter à connaissance devra intégrer toutes les évolutions intervenues sur le site et notamment l'arrêt du stockage de graisses de restauration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : BREF principal

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/01/2014, article R.515-61
Thème(s) : Risques chroniques, rubrique et BREF principaux
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.
Constats : Le préfet a pris acte de cette rubrique par courrier en date du 16 août 2014 et du 28 septembre 2015. Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R515-71
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de réexamen
Prescription contrôlée : I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

Constats :

Le dossier de réexamen a été transmis aux services du préfet en septembre 2019.
Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contenu du dossier de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R515-72

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du dossier de réexamen

Prescription contrôlée :

Le dossier de réexamen comporte :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;

3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Constats :

Le dossier de réexamen comporte des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles ainsi que l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/01/2014, article R.515-73

Thème(s) : Risques chroniques, BREFs transversaux

Prescription contrôlée :

I. - Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

[...]

Constats :

Le dossier de réexamen prend en compte la dernière version des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF traitement des déchets.

Ce constat ne fait l'objet d'aucune observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-30

Thème(s) : Autre, IED

Prescription contrôlée :

L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.

Constats :

La version finale du rapport de base date de juin 2015.

Ce constat ne fait l'objet d'aucune observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu du rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/05/2013, article R.515-29

Thème(s) : Autre, IED

Prescription contrôlée :

3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.

Constats :

Le contrôle montre que le rapport de base ne permettra pas de comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

En effet, la conclusion du rapport de base préconise la réalisation de piézomètres permettant de connaître les caractéristiques de la nappe, considérée comme vulnérable, et sa sensibilité. L'exploitant a indiqué qu'aucun piézomètre n'avait été mis en place en réponse à cette conclusion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'installer au minimum 3 piézomètres dans un délai de 6 mois et d'actualiser les conclusions du rapport de base.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : MTD 1 - SME

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx2 - I

Thème(s) : Autre, IED

Prescription contrôlée :**I. Système de management environnemental**

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :

1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;
4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :
 - a) Organisation et responsabilité ; b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; c) Communication ; d) Participation du personnel ; e) Documentation ; f) Contrôle efficace des procédés ; g) Programmes de maintenance ; h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ; i) Respect de la législation sur l'environnement ;
5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :
 - a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ; b) Mesures correctives et préventives ; c) Tenue de registres ; d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;
7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;
8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ;
11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ;
12. Plan de gestion des résidus ;
13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1) ;
14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ;
15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1).

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.

Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Constats :

Le contrôle a montré que le site dispose d'un système de management qui n'est pas certifié.

Les éléments requis ne sont pas tous à jour (engagement de la direction, politique environnementale datant de 2018) ; certains ne sont pas présents (revue du système de management environnemental, suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres, réalisation régulière d'une analyse comparative des performances par secteur).

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis un modèle de rapport d'audit interne qui reprend les prescriptions IED et servira à réaliser des audits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- 1) de mettre à jour
 - l'engagement de la Direction à jour,

<ul style="list-style-type: none"> la politique environnementale à jour, le compte-rendu du dernier CODIR abordant la thématique environnementale.
2) de créer et de mettre en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> une procédure et d'une revue du SME, une procédure du suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres, une procédure pour réaliser régulièrement une analyse comparative des performances, par secteur.
3) de réaliser un audit interne du système de management environnemental.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : MTD 2 - Flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx2 - II		
Thème(s) : Autre, IED		
Prescription contrôlée :		
L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :		
	Procédure	Description
a	Caractérisation et acceptation préalable des déchets	Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.
b	Procédures d'acceptation des déchets	Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.
c	Système de suivi et d'inventaire des déchets	Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.
d	Système de gestion de la qualité des flux sortants	Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.

Les procédures sont proportionnées aux risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail, et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

[...]

Constats :

Le suivi des déchets est réalisé sur le logiciel métier JASON. Ce logiciel permet de suivre l'état des stocks, d'éditer les registres entrants et sortants de déchets non dangereux. L'inspection a noté que ce logiciel est relié directement à Trackdéchets.

Lors du contrôle, l'inspection a observé que le registre de déchets non dangereux sortants comporte une colonne relative à la quantité de déchets mais toutes les quantités sont égales à 0 t.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité le registre de sortie des déchets non dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : MTD 4 - Gestion des flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1-I

Thème(s) : Autre, IED

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée

L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets :

	Technique	Description
a	Séparation des déchets	Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
b	Compatibilité des déchets avant de les mélanger	Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.
c	Tri des déchets solides entrants	Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre : - le tri manuel sur la base d'un examen visuel ; - la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ; - la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche

		infrarouge ou par rayons X ; - la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ; - la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.
d	Optimisation des lieux de stockage	Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes : - lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ; - lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.
e	Capacité de stockage appropriée	Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
f	Déroulement du stockage en toute sécurité	Comprend notamment les techniques suivantes : - les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ; - les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ; - les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.
g	Zone séparée pour le stockage et la manutention des déchets dangereux emballés	S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.

Constats :

Ce point de contrôle a fait l'objet d'un contrôle par sondage. Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté pour ces thématiques :

- Séparation des déchets : que les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés ;
- Tri des déchets solides entrants : que le site n'est pas concerné ;
- Optimisation des lieux de stockage : que le site n'est pas concerné car aucun nouveau lieu de stockage n'est recensé ;
- Capacité de stockage appropriée : qu'un contrôle visuel du niveau dans les cuves est réalisé avant chaque déchargement. La capacité de stockage est affichée. Le temps de séjour n'est pas affiché mais un panneau reprenant cette information est réalisé et reste à afficher dans un endroit pertinent ;
- Déroulement du stockage en toute sécurité : qu'une procédure est affichée au niveau de la zone de dépotage. Le flexible de dépotage est stocké en dehors de la capacité de rétention et y est resté fixé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments de traçabilité justifiant du

respect du temps de séjour maximal des déchets sur le site. L'inspection demande à l'exploitant de ranger le flexible de dépotage oublié en dehors de la rétention et de rappeler les bonnes pratiques aux opérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : MTD 3 - inventaire effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx2 - III
Thème(s) : Autre, Inventaire
Prescription contrôlée : III. Inventaire L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; 2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; c) Les données relatives à la biodégradabilité ; 3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
Constats : Le dossier de réexamen comporte les schémas simplifiés des procédés. Les caractéristiques des effluents aqueux y sont détaillés. L'exploitant précise qu'au vu des caractéristiques des déchets stockés sur le site et du retour d'expérience, il n'y a pas de problématique d'odeur sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une analyse du risque d'odeur ainsi qu'une procédure en cas d'odeur suspecte et/ou en cas de plainte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : VLE des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1 art.X
Thème(s) : Autre, IED
Prescription contrôlée : Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux,

soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite ⁽¹⁾	Fréquence de surveillance ^{(2) (3)}
MES	60 mg/L ⁽⁵⁾	mensuelle
DCO ⁽⁴⁾	180 mg/L ⁽⁶⁾	mensuelle
COT ⁽⁴⁾	60 mg/L	mensuelle

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre Fréquence de surveillance (1)

PFOA semestrielle

PFOS semestrielle

Constats :

L'inspection a contrôlé par sondage les résultats d'analyses 2024 pour les rejets d'eaux pluviales et ceux des eaux usées (EGEH).

Les contrôles réalisés correspondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral 04-DRCLE/1-120 du 17 mars 2004, à l'exception du paramètre COT qui n'est pas surveillé.

L'inspection constate pour les rejets d'eaux pluviales que les valeurs de pH sont proches de la valeur seuil en 2024.

Concernant les eaux usées, les analyses en 2024 révèlent des concentrations fortes en DCO et MES (ainsi qu'en HCT et métaux). L'exploitant explique que le filtre du séparateur hydrocarbures a fait l'objet de réparations en septembre 2024. Depuis, les analyses réalisées en octobre 2024 sont conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de compléter les paramètres suivis avec le paramètre COT et de lui transmettre les résultats d'analyses réalisées le premier trimestre 2025 à réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Opérations de manutention et transfert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1 - II

Thème(s) : Autre, IED

Prescription contrôlée :

L'exploitant instaure des procédures de manutention et de transfert pour la manutention des déchets et leur transfert vers les différentes unités de stockage ou de traitement. [...]

Constats :

Les procédures de manutention et de transfert sont présentes sur site.

Un protocole de chargement/déchargement est transmis à chaque prestataire. L'inspection constate par échantillonnage que la majorité des protocoles revient signée (GRANDJOUAN du 01/06/2023 signé - PERGUILHEM SAS du 02/08/2022 signé - SNATI du 28/05/2023 non signé -).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une surveillance des retours de protocole de chargement/déchargement signés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : MTD 21 - Plan de gestion des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1 - VIII
Thème(s) : Autre, Suivi accidents
Prescription contrôlée : VIII. Émissions résultant d'accidents/incidents L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes. L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation des sources de risques conformément à l'étude de dangers. Les équipements de contrôle sont maintenus en bon état, repérables et facilement accessibles. Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité. Des procédures sont prévues permettant de détecter ces incidents et accidents, d'y réagir et d'en tirer des enseignements. L'exploitant tient un registre dans lequel sont consignés la totalité des accidents, incidents, ainsi que les modifications des procédures et le résultat des inspections.
Constats : Lors de la visite de site, l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- par un test en temps réel que la procédure concernant la vanne barrage est connue. La clé de manœuvre se situe dans le regard, néanmoins la vanne de barrage est grippée.- que la dernière vérification de l'extincteur n° 16 situé dans le local DTQD datait de juillet 2023. En consultant le registre sécurité, la dernière vérification du site a été réalisée le 05/01/2024. L'extincteur n°16 figure sur la liste mais n'a pas été contrôlé.- que la procédure permettant de détecter les incidents et accidents n'est pas réalisée.- qu'un registre des accidents est tenu à jour mais que ce dernier concerne uniquement les accidents et presque accidents corporels.- qu'un exercice d'urgence a été réalisé en juillet 2023. Cet exercice a donné lieu à des actions en cours qui ne sont pas tracées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de mettre en place une procédure permettant de détecter les incidents et accidents, d'y réagir et d'en tirer des enseignements ;• de faire vérifier l'extincteur n° 16.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : MTD 23 - Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx3.1 - IX
Thème(s) : Autre, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : IX. Efficacité énergétique L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : <ul style="list-style-type: none">- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ; - déterminant des indicateurs de performance annuelle ; - prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est

utilisée tout au long du procédé.
Constats : L'exploitant a présenté le fichier « suivi mensuel compteur » qui comporte plusieurs onglets (électricité, eau,...). Ce fichier comporte des diagrammes. Il n'y a pas d'indicateur de performance annuelle ni d'objectifs d'amélioration périodique. L'exploitant a précisé que des actions globalisées de réduction de consommation suivies par la direction nationale existent mais ne sont pas systématiquement déclinées sur l'ensemble des sites.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de formaliser le bilan énergétique annuel en y incluant des objectifs et des indicateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : MTD 11 - consommation eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Anx 3 - VII
Thème(s) : Autre, Suivi consommation eau

Prescription contrôlée :

Techniques d'optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux

L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :

	Technique	Description	Applicabilité
a	Optimisation de la consommation d'eau	La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes : - des plans d'économies d'eau ; - une optimisation de la consommation d'eau de lavage ; - une réduction de la consommation d'eau pour la production de vide.	Applicable d'une manière générale.
b	Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites	Une surveillance régulière des fuites est mise en place, les équipements sont réparés et le recours à des éléments enterrés est réduit au minimum. Le cas échéant, pour les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, un confinement secondaire des éléments enterrés est mis en place.	L'utilisation d'éléments en surface est applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Elle peut toutefois être limitée par le risque de gel. L'installation de confinements secondaires peut être limitée dans le cas des unités existantes.
c	Séparation des flux d'eaux	Tous les effluents aqueux sont collectés. Les eaux de procédé et les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les surfaces imperméables, sont collectées séparément par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de collecte des eaux.
d	Remise en circulation de l'eau	Les flux d'eau sont remis en circulation dans l'unité, après traitement si nécessaire. Le taux de remise en circulation est limité par le bilan hydrique de l'unité, la teneur en impuretés ou les caractéristiques des flux d'eau.	Applicable d'une manière générale.
e	Surface imperméable	Le sol des aires et des locaux de réception, manutention, stockage, traitement et expédition des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Applicable d'une manière générale.
f	Réduction de la probabilité et	Les cuves et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer	Applicable d'une manière générale.

	des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs	une pollution de l'eau ou du sol sont munis des équipements suivants : - détecteurs de niveau ; - trop-pleins s'évacuant dans un système de drainage confiné (c'est-à-dire un confinement secondaire ou un autre conteneur) ; - confinement secondaire approprié des cuves contenant des liquides ; le volume étant normalement suffisant pour supporter le déversement du contenu de la plus grande cuve dans le confinement secondaire ; - systèmes d'isolement des cuves, des citernes et du confinement secondaire.	Cette technique est mise en œuvre pour les unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018.
g	Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets	Les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés et traités dans des espaces couverts.	L'applicabilité peut être limitée lorsque les zones de stockage et de traitement sont supérieures à 100 m2.
h	Infrastructure de drainage appropriée	La zone de traitement des déchets est équipée d'une infrastructure de drainage. L'eau de pluie tombant sur les zones de traitement et de stockage est recueillie dans l'infrastructure de drainage, avec les eaux de lavage, les déversements occasionnels, etc., et, en fonction de sa teneur en polluants, est remise en circulation ou acheminée vers une unité de traitement ultérieur.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de drainage des eaux.

Constats :

L'inspection a constaté les éléments suivants :

- Optimisation de la consommation d'eau : L'exploitant a investi dans un véhicule recycleur. L'exploitant a précisé qu'il explore plusieurs pistes d'amélioration afin de réduire les consommations en eau dont le curage à sec (qui éviterait d'avoir à remplir une cuve d'eau à chaque intervention) ou bien la récupération des eaux de toiture ;
- Séparation des flux : les flux sont séparés ;
- Remise en circulation de l'eau : aucun procédé générant d'eau nécessitant la remise en circulation n'est en service sur le site ;
- Surface imperméable : la totalité des zones d'entreposage et de transfert des déchets est imperméabilisée ;
- Infrastructure de drainage : l'ensemble des zones extérieures affectées à la circulation des véhicules fait l'objet d'une collecte des eaux de pluie qui sont ensuite dirigées vers des dispositifs de traitement appropriés.

Ce constat ne fait l'objet d'aucune observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Application des MTD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article Art. R.515-64

Thème(s) : Situation administrative, BREF transversales

Prescription contrôlée :

Dans l'attente de conclusions sur les meilleures techniques disponibles, les meilleures techniques

disponibles figurant au sein des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 6 janvier 2011 valent conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'application de la présente section à l'exception de ses articles R. 515-66, R. 515-67 et R. 515-68.

Constats :

L'inspection a contrôlé par sondage les meilleures techniques disponibles liées au BREF relatif aux émissions dues aux stockages des matières dangereuses ou en vrac. Il apparaît que :

- les cuves ne disposent pas de système permettant de contrôler les niveaux à tout moment. L'exploitant précise que cet écart est connu et en cours d'amélioration. Un devis a été réalisé afin de mettre en place des capteurs radar avec automate connecté au niveau des cuves de stockages (devis S03328 - Four Data).
- le contrôle d'étanchéité des cuves de stockages n'est pas réalisé. L'exploitant informe l'inspection qu'un devis est signé pour réaliser ce contrôle (bon de commande C4040612030 - CIAD - 18/11/2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le bon de commande pour la mise en place des capteurs sur les cuves ainsi que le résultat du contrôle d'étanchéité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois